

LE 14 NOVEMBRE 2003 NOTRE BUDGET EST DEBATTU A L'ASSEMBLEE NATIONALE

APPEL UNITAIRE A UNE ACTION NATIONALE

POUR LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Après une année budgétaire 2003 particulièrement désastreuse pour la Recherche et l'Université, le battage médiatique qui entoure la présentation du budget 2004 est indigne d'un gouvernement de la République. Manipulation sur les dotations effectives, opacité, spéculation sur les ressources sont les caractéristiques essentielles de ce budget qui marque une aggravation de la politique de régression :

- réduction de tous les emplois statutaires (enseignants-chercheurs, chercheurs, ingénieurs, techniciens, administratifs), introduction de la précarité (remplacement de 550 départs par autant de CDD) et blocage des carrières et des promotions des personnels des organismes et des universités ;
- moyens budgétaires en diminution, conduisant à des difficultés accrues dans les laboratoires et les universités.

Cette réduction des crédits touche le quasi totalité de la recherche publique, que ce soit dans les EPST, dans les EPIC ou dans les Universités.

La volonté délibérée de fragiliser et de précariser le service public, de pallier les carences de la recherche privée se traduit par des réductions d'impôts et des mesures de défiscalisation pour les entreprises et par la création de « fondations » destinées à piloter le service public. Cela au détriment du développement sur l'ensemble des champs de la connaissance, de l'ouverture et de la cohérence de long terme nécessaires à la recherche scientifique.

Le CEA est particulièrement visé avec l'annonce du démantèlement de la Direction des Sciences de la Matière (tout spécialement le DAPNIA) ainsi que la fermeture de la Source Nationale de Neutrons (ORPHEE).

Ensemble disons STOP.

L'avenir des jeunes diplômés et doctorants est sacrifié. Ce projet de budget tourne le dos à l'emploi et aux besoins de la population. Il ne répond pas aux intérêts de la nation.

Nous ne pouvons pas le laisser passer.

Une autre politique de recherche est possible : pour atteindre l'objectif des 3% du PIB en 2010 il faut une augmentation en budget et en postes de l'ordre de 10% par an dans le secteur recherche-développement public et privé.

MANIFESTONS DEVANT L'ASSEMBLEE NATIONALE
126, rue de l'Université PARIS 7^{ème} – Métro Assemblée Nationale
ET LES PREFECTURES
A L'OCCASION DU VOTE DU BUDGET DE LA RECHERCHE,
LE VENDREDI 14 NOVEMBRE 2003 à 10 heures

SNTRS-CGT, SNPCEN-FSU, SNESUP-FSU, SNCS-FSU, CGT-CEA,
SGEN-CFDT (CNRS, INSERM, IRD), SNIRS-CGC, SNPTES-UNSA